

Perspectives québécoises 2014

Selon les perspectives 2014, l'investissement devrait atteindre 68,5 milliards de dollars au Québec, une hausse de 2,0 % par rapport à 2013. Il s'agit d'une croissance supérieure à celle anticipée au Canada. En 2013, l'investissement a diminué de 2,8 % par rapport à 2012, alors qu'il a crû de 1,5 % au Canada. Par rapport aux intentions exprimées l'an passé, l'investissement est inférieur de 4,2 milliards en 2013 (voir l'encadré 1).

Parmi les provinces et territoires, l'Alberta est celle où l'investissement croît le plus en 2014, avec une croissance de 2,4 %, suivi de l'Ontario (2,3 %) et du Nouveau-Brunswick (+ 2,1 %). L'Ontario et l'Alberta sont les deux provinces les plus importantes en termes d'investissements, avec chacune 114 milliards de dollars d'investissement attendu en 2014. La structure industrielle est toutefois bien différente : en Alberta, près de la moitié de tous les investissements se retrouvent dans le secteur de l'extraction du pétrole et du gaz, alors qu'en Ontario, l'investissement est beaucoup plus diversifié.

Deuxième baisse consécutive de l'investissement privé non résidentiel

L'investissement privé, en incluant la construction résidentielle, augmente de 2,0 % en 2014, suivant un recul de 7,8 % en 2013. L'augmentation anticipée de l'investissement privé est majoritairement attribuable au secteur du logement, qui croît de 6,6 %, suivant une diminution de 2,6 % en 2013. Le secteur privé non résidentiel subit pour sa part un deuxième repli consécutif (– 12,2 % en 2013 et – 2,4 % en 2014).

Selon le scénario moyen de prévision des mises en chantier d'habitations de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), la construction résidentielle atteindrait 23,8 G\$, faisant

suite aux 22,4 G\$ observés en 2013. La construction non résidentielle se replie pour sa part de 8,2 % en 2014. Les dépenses en machines et équipement sont en progression de 4,1 % en 2014, suivant une diminution de 2,4 % en 2013. La croissance est davantage observée dans le secteur public (+ 9,6 %) que dans le secteur privé (+ 1,8 %).

Stabilisation de l'investissement minier

Dans les industries productrices de biens, l'investissement diminue de 5,9 % en 2014, une deuxième baisse consécutive suivant la diminution de 8,9 % en 2013. Ce faisant, l'investissement de ces industries atteindra 15,4 G\$. Le secteur des services pu-

blics recule de 16,6 % en 2014 pour atteindre 6,0 G\$ comparativement à 7,2 G\$ en 2013. Le secteur minier est quant à lui plutôt stable en 2014, à la suite de la forte baisse observée en 2013 (– 39,5 %).

La composition de l'investissement dans les industries productrices de biens a changé au cours des dernières décennies. En 1991, le secteur manufacturier et les services publics accaparaient ensemble 86,9 % de l'investissement dans les industries productrices de biens. Vingt ans plus tard, le secteur des services publics (qui comprend notamment la production hydroélectrique) représente 37,8 % de l'investissement, le secteur manufacturier, 28,7 %, alors que le secteur minier a progressé, représentant désormais 21,4 %. Dans une optique plus globale,

Tableau 1
Dépenses en immobilisation ventilées selon certaines composantes, Québec, 2012-2014

Composante	2012	2013	2014	Variation	
				2013 /2012	2014 /2013
				%	%
Industries productrices de biens	18 020,7	16 413,5	15 445,2	-8,9	-5,9
Construction	11 633,8	10 159,2	8 982,9	-12,7	-11,6
Machines et équipement	6 387,0	6 254,2	6 462,3	-2,1	3,3
Industries productrices de services	28 165,4	28 436,1	29 277,5	1,0	3,0
Construction	15 191,4	15 790,0	16 062,7	3,9	1,7
Machines et équipement	12 973,9	12 646,1	13 214,8	-2,5	4,5
Logement	22 961,2	22 357,4	23 824,9	-2,6	6,6
Total	69 147,3	67 207,0	68 547,6	-2,8	2,0
Construction	49 786,4	48 306,6	48 870,5	-3,0	1,2
Machines et équipement	19 360,9	18 900,3	19 677,1	-2,4	4,1
Secteur privé	49 281,3	45 454,8	46 365,8	-7,8	2,0
Construction résidentielle	22 961,2	22 357,4	23 824,9	-2,6	6,6
Construction non résidentielle	11 952,1	9 739,3	8 936,7	-18,5	-8,2
Machines et équipement	14 368,0	13 358,1	13 604,2	-7,0	1,8
Secteur public	19 866,0	21 752,1	22 181,7	9,5	2,0
Construction non résidentielle	14 873,1	16 209,9	16 108,9	9,0	-0,6
Machines et équipement	4 992,9	5 542,3	6 072,8	11,0	9,6

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

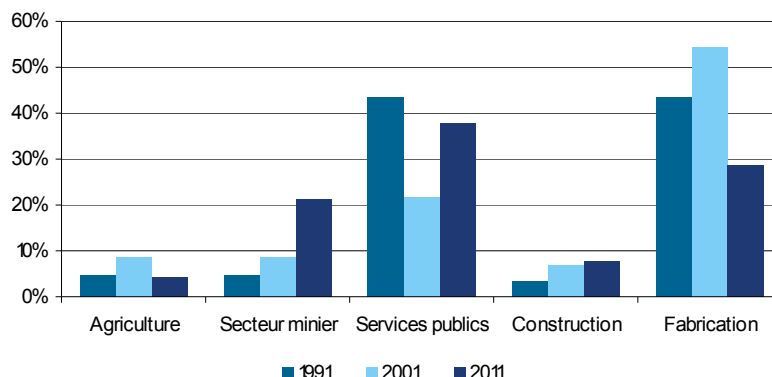
alors que la part d'investissement observée dans le secteur de la fabrication relativement au secteur privé non résidentiel oscillait entre 25 % et 30 % dans les années 1990, elle a plutôt oscillé entre 15 % et 20 % depuis 2006.

Plus récemment, depuis le ralentissement économique de 2009, année où les investissements dans le secteur manufacturier ont atteint un creux historique depuis 1993, les investissements totaux réalisés entre 2010 et 2013 atteignent 16,9 G\$. Selon les perspectives 2014, l'investissement devrait augmenter de 4,1 % pour atteindre 4,5 G\$.

Parmi les secteurs ayant le plus contribué, le secteur de la première transformation des métaux arrive en tête, avec un total de 3,6 G\$ entre 2010 et 2013, profitant d'un cycle d'investissement haussier en 2011 et en 2012. Le secteur de la fabrication du matériel de transport affiche également des investissements importants : selon les données provisoires, ce sont 743,3 M\$ qui auraient été investis en 2013 avant de redescendre à 673,6 M\$ selon les intentions 2014 (la moyenne 2003-2012 est de 278,5 M\$). L'investissement dans le secteur de la fabrication du papier, qui a vu depuis 2003 son importance amoindrie subitement en termes de poids dans le secteur manufacturier, reprend lentement de la vigueur depuis 2012, alors que les niveaux attendus dépassent les 400 M\$.

Les industries productrices de services dans l'ensemble progressent de 3,0 % en 2014, suivant la croissance de 1,0 %

Figure 1
Répartition de l'investissement dans les industries productrices de biens, Québec, 1991, 2001 et 2011



Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

en 2013. L'investissement dans ces industries atteindrait 29,3 G\$. L'investissement des administrations publiques augmente de 3,0 % en 2014 pour s'élever à 9,7 G\$, suivant une croissance de 6,2 % en 2013. Deuxième industrie de service en importance, le secteur du transport et de l'entreposage augmente fortement en 2014 (+ 22,1 %) pour atteindre 3,6 G\$, principalement alimenté par les investissements dans le transport en commun et transport terrestre de voyageurs. Viennent ensuite le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (2,6 G\$) et celui des services d'enseignement (2,1 G\$), deux secteurs à forte prépondérance publique.

Hausse dans les industries de services

Dans les secteurs du commerce, le commerce de gros diminue de 2,7 % en 2013 avant de rebondir de 4,3 % en 2014 pour atteindre 1,2 G\$. Le commerce de détail enregistre des variations opposées et plus prononcées : alors que l'investissement a crû en 2013 de 18,1 %, il s'est replié de 15,6 % en 2014. L'investissement de cette industrie s'élève à 2,3 G\$ en 2013 et à 2,0 G\$ en 2014.

Les plus fortes croissances dans les industries productrices de services en 2014 se retrouvent dans le secteur des arts, des spectacles et du loisir, qui augmente de 37,6 % pour atteindre 575,3 G\$, et dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, qui augmente de 28,0 % pour

Tableau 2

Dépenses en immobilisation de certains sous-secteurs de la fabrication, Québec, 2012-2014

Industrie				Variation		Total
	2012	2013	2014	2013	2014	2010-2013
	M\$ courants			2012	2013	M\$ courants
				%		
Fabrication d'aliments	494,1	401,8	459,7	-18,7%	14,4%	1 673,4
Fabrication de produits en bois	135,3	98,8	105,5	-27,0%	6,8%	693,4
Fabrication du papier	487,4	422,3	448,3	-13,4%	6,2%	1 465,6
Impression et activités connexes de soutien	95,1	89,7	85,7	-5,7%	-4,5%	377,7
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	236,5	467,7	580,1	97,8%	24,0%	1 256,6
Fabrication de produits chimiques	296,4	320,5	333,7	8,1%	4,1%	1 275,5
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	183,1	223,2	233,8	21,9%	4,7%	795,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	283,6	110,4	114,8	-61,1%	4,0%	1 012,6
Première transformation des métaux	1 304,5	565,2	536,2	-56,7%	-5,1%	3 636,4
Fabrication de produits métalliques	142,7	193,2	208,1	35,4%	7,7%	713,1
Fabrication de machines	139,1	119,6	141,4	-14,0%	18,2%	428,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	110,3	89,7	104,8	-18,7%	16,8%	416,0
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	57,0	71,5	50,2	25,4%	-29,8%	239,1
Fabrication de matériel de transport	419,7	743,3	673,6	77,1%	-9,4%	1 601,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	47,0	54,1	43,9	15,1%	-18,9%	205,1
Total - Fabrication	4 680,1	4 288,0	4 463,8	-8,4%	4,1%	16 910,7

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

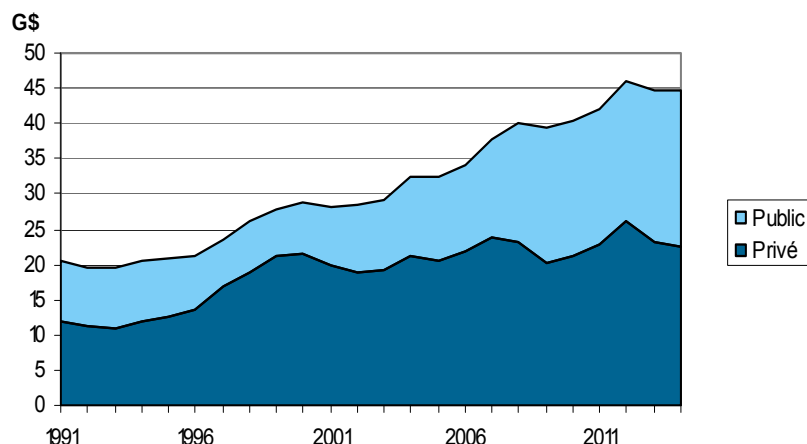
s'élever à 1,1 G\$. Cette forte croissance se matérialise dans le secteur des services de recherche et de développement scientifique.

Croissance de l'investissement public

Les investissements publics sont en progression de 2,0 % en 2014 pour atteindre 22,2 G\$, suivant une croissance de 9,5 % en 2013. Ce faisant, le secteur public est presque aussi élevé que le secteur privé dans l'investissement non résidentiel. Au niveau des divers paliers des administrations publiques, le gouvernement fédéral augmente ses investissements de 5,9 % en 2014 pour atteindre 1,5 G\$. L'investissement du gouvernement provincial augmente pour sa part de 8,2 % et atteint 4,9 G\$, alors que les investissements des gouvernements locaux diminuent de 5,0 % pour s'élever à 3,3 G\$.

Les réseaux de santé et d'éducation publics diminuent pour leur part de 3,6 % pour s'élever à 4,4 G\$, soit 2,0 G\$ dans le réseau de l'éducation,

Figure 2
Investissement non résidentiel, Québec, 1991-2014



Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

majoritairement dans les commissions scolaires, et 2,4 G\$ dans le réseau de la santé, principalement dans les hôpitaux. L'investissement des entreprises publiques augmente de 4,0 % en 2014, pour atteindre 8,1 G\$, en dépit de la légère baisse observée dans les entreprises publiques provinciales, principale com-

posante des entreprises publiques. Les entreprises publiques fédérales augmentent fortement (+ 17,4 %) pour une deuxième année consécutive pour atteindre 0,8 G\$, alors que les entreprises publiques locales augmentent de 13,1 % (1,9 G\$ d'investissement prévu en 2014).

Tableau 3
Dépenses en immobilisation ventilée selon l'industrie, Québec, 2009-2014

Industrie	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Variation	
							2013 /2012	2014 /2013
							%	
M\$ courants								
Industries productrices de biens	12 025,4	13 307,2	16 052,1	18 020,7	16 413,5	15 445,2	-8,9	-5,9
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	757,7	774,0	711,3	753,9	790,8	781,0	4,9	-1,2
Extraction minière, de pétrole et gaz	1 789,5	2 597,7	3 437,6	4 734,5	2 862,5	2 883,9	-39,5	0,7
Services publics	5 438,7	5 413,0	6 062,4	6 732,1	7 220,1	6 018,9	7,2	-16,6
Construction	945,2	1 190,0	1 230,7	1 120,1	1 252,1	1 297,6	11,8	3,6
Fabrication	3 094,3	3 332,5	4 610,1	4 680,1	4 288,0	4 463,8	-8,4	4,1
Industries productrices de services	27 478,8	26 990,5	26 101,6	28 165,4	28 436,1	29 277,5	1,0	3,0
Commerce en gros	1 142,5	1 173,8	1 038,4	1 195,7	1 163,7	1 214,2	-2,7	4,3
Commerce de détail	1 492,2	1 609,5	1 456,4	1 980,7	2 339,1	1 973,8	18,1	-15,6
Transport et entreposage	2 904,3	2 059,3	2 449,3	3 094,3	2 945,6	3 596,4	-4,8	22,1
Industrie de l'information et industrie culturelle	1 860,5	1 577,1	1 434,6	1 379,3	1 355,4	1 419,3	-1,7	4,7
Finance et assurances	2 137,9	2 550,3	1 644,0	1 939,8	1 627,2	1 722,7	-16,1	5,9
Services immobiliers et services de location et de location à bail	1 987,4	2 200,3	1 479,7	1 844,7	2 022,9	1 954,3	9,7	-3,4
Services professionnel, scientifiques et techniques	839,5	751,0	893,4	967,8	894,5	1 144,8	-7,6	28,0
Gestion de sociétés et d'entreprises	6,7	6,2	13,7	11,1	12,2	13,2	9,9	8,2
Services d'enseignement	1 879,7	1 965,2	2 037,8	2 057,9	2 130,4	2 086,8	3,5	-2,0
Soins de santé et assistance sociale	1 870,5	1 994,8	2 465,6	2 671,3	2 746,5	2 599,2	2,8	-5,4
Arts, spectacles et loisirs	300,5	385,5	284,8	414,9	418,0	575,3	0,7	37,6
Hébergement et services de restauration	719,8	592,7	901,4	799,7	697,9	634,2	-12,7	-9,1
Administrations publiques	9 527,1	9 355,8	9 066,6	8 852,2	9 405,3	9 687,3	6,2	3,0
Autres industries productrices de services	810,2	769,0	935,9	956,0	677,4	656,0	-29,1	-3,2
Logement	19 353,7	22 800,0	22 297,1	22 961,2	22 357,4	23 824,9	-2,6	6,6
Total	58 857,9	63 097,7	64 450,8	69 147,3	67 207,0	68 547,6	-2,8	2,0
Secteur privé non résidentiel	20 355,3	21 170,5	22 940,1	26 320,1	23 097,4	22 540,9	-12,2	-2,4
Secteur public	19 148,9	19 127,2	19 213,6	19 866,0	21 752,1	22 181,7	9,5	2,0

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Année 2013 : 4,2 milliards d'investissements de moins que prévu

Selon les intentions pour 2013, exprimées à pareille date l'année dernière, on s'attendait à réaliser 71,4 G\$ d'investissements au Québec. Cependant, selon les données provisoires publiées dernièrement, ce serait plutôt 67,2 G\$ d'investissements qui auraient été réalisés. Tous les grands regroupements ont fait moins que ce qui était anticipé.

Le secteur privé a réalisé 3,6 G\$ de moins que prévu en début d'année, soit 1,2 G\$ dans le secteur du logement et 2,4 G\$ dans le secteur non résidentiel. Le secteur public avait pour sa part été surestimé de 0,6 G\$.

Selon les industries, l'investissement réalisé est moins élevé que prévu, tant dans les industries productrices de biens (- 1,4 G\$) que dans les industries productrices de service (- 1,6 G\$). Dans les deux cas, un secteur explique à lui seul plus de la moitié de la différence entre l'investissement attendu et l'investissement réalisé, soit le secteur minier dans la production de biens et le secteur de la finance et de l'assurance dans le secteur des services.

Tableau 4

Comparaison entre les intentions d'investissement et les données réelles provisoires, Québec, 2013

	Intentions	Réelles provisoires	Différence
	M\$ courants		
Industries productrices de biens	17 787,8	16 413,5	-1 374,3
Extraction minière, de pétrole et gaz	3 706,9	2 862,5	-844,4
Fabrication	4 707,5	4 288,0	-419,5
Services publics	7 570,8	7 220,1	-350,7
Industries productrices de services	30 050,5	28 436,1	-1 614,4
Finance et assurances	2 506,0	1 627,2	-878,8
Administrations publiques	10 058,4	9 405,3	-653,1
Total	71 413,0	67 207,0	-4 206,0
Secteur public	22 355,2	21 752,1	-603,1
Secteur privé	49 057,8	45 454,8	-3 603,0
Non résidentiel	25 483,1	23 097,4	-2 385,7
Logement	23 574,7	22 357,4	-1 217,3

Source : Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada : perspectives*, 26 février 2014, adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars	1991-2012 : Données réelles
G	En milliards	2013 : Données réelles provisoires
M	En millions	2014 : Perspectives
%	Pourcentage	

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

PROCHAINE PARUTION : INVESTISSEMENTS PRIVÉS ET PUBLICS, QUÉBEC ET SES RÉGIONS, MAI-JUIN 2014

Ce bulletin est réalisé par la **Direction des statistiques économiques**.

Ont collaboré à la réalisation :
 Virginie Lachance, mise en page
 Direction des statistiques sectorielles
 et du développement durable
 Esther Frère, révision linguistique
 Direction des communications

Pour plus de renseignements :
Jean-François Fortin
 Direction des statistiques économiques
 Institut de la statistique du Québec
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec) G1R 5T4

La version PDF de ce bulletin est diffusée sur le site Web de l'Institut, à l'adresse suivante :
www.stat.gouv.qc.ca

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
 Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
 Bibliothèque et Archives Canada
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 1^{er} trimestre 2014

ISSN 1925-4210 (en ligne)

© Gouvernement du Québec,
 Institut de la statistique du Québec, 2014

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm